

Vers une interdiction d'accès au Parlement européen pour Monsanto

© 29/09/2017 |  Terre-net Média

Les chefs des groupes politiques du Parlement européen ont demandé d'interdire l'accès de l'institution aux cadres et lobbyistes du géant de l'agrochimie Monsanto, après son refus d'assister à une audition, a-t-on appris vendredi auprès du Parlement.

Le refus exprimé par **Monsanto**, dans une lettre adressée au Président du Parlement européen et aux chefs des groupes politiques, « montrait un manque de compréhension et de respect profond d'une institution publique démocratiquement élue », a dit à l'AFP un porte-parole du Parlement. Les présidents de groupes ont donc « adopté hier une recommandation au Secrétaire Général d'**interdire l'accès du Parlement européen aux représentants de Monsanto** », a-t-il expliqué. Le secrétaire général doit désormais « rédiger une note qui sera soumise mardi pour approbation au questeurs » du Parlement, qui sont responsables des questions administratives et financières au sein de l'institution.

Lors de l'audition au Parlement européen le 11 octobre, les eurodéputés voulaient notamment interroger l'entreprise sur les « **Monsanto papers** », des documents déclassifiés par la justice américaine qui montrent, selon les médias, que le groupe américain a pesé sur la rédaction d'études scientifiques.

Dans sa réponse à la Conférence des présidents, Monsanto dit « ne pas avoir le sentiment que la discussion telle que proposée est le forum approprié pour aborder de tels sujets », selon une copie de la lettre vue par l'AFP.

Monsanto commercialise notamment le RoundUp, un produit dont le principe actif est le **glyphosate**, un herbicide au cœur d'une controverse en Europe. La licence européenne du glyphosate expire fin 2017 et le débat sur son renouvellement fait rage au sein de l'UE. La Commission européenne, qui recommande sa ré-autorisation pour 10 ans, souhaite que les Etats membres se prononcent rapidement pour ou contre ce renouvellement, dans un vote à la majorité qualifiée.

L'agence européenne de sécurité des aliments (Efsa) a récemment été accusée par des médias d'avoir reproduit des arguments des fabricants de pesticides, parmi lesquels Monsanto, dans un rapport sur le glyphosate qui a servi de base à la recommandation de renouvellement de la Commission.